

Ce luxe qui s'éloigne de sa base industrielle

HORLOGERIE La marche forcée vers le haut de gamme fait trembler l'outil de production du secteur. Ce n'est pas une mauvaise nouvelle pour les investisseurs: la valeur est toujours plus concentrée sur quelques fabricants. Ni une fatalité: Swatch Group plaide pour la flexibilité

STÉPHANE GACHET

Cartier qui fait plus de chiffre d'affaires avec ses montres — près de 1,8 milliard de francs, estimation — que Vacheron Constantin, Jaeger-LeCoultre et Lange & Söhne réunis — 1,2 milliard de francs en tout. C'est la petite bombe à retardement que Richemont avait caché dans ses résultats semestriels publiés mi-novembre. De quoi ravir les investisseurs: Cartier (couplée à Van Cleef & Arpels) représente plus des trois quarts du chiffre d'affaires total du groupe, tous segments confondus.

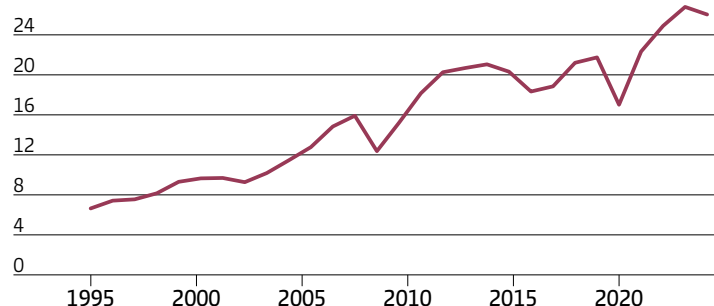
L'écart sur le semestre entre le «roi des joailliers» et les spécialités horlogères devient carrément explosif du point de vue de la rentabilité, qui a littéralement fondu, passant en trois ans de 300 millions de francs à 50 millions. Dans les jours qui ont suivi la publication, certaines voix annonçaient déjà un premier désinvestissement dans l'horlogerie chez Richemont, avec la possible vente de Baume & Mercier à son management (information non confirmée à ce jour).

Vers de possibles désinvestissements

Au-delà des raisons de sa surperformance, la concentration de valeur sur Cartier repose la lancinante question des volumes et du maintien du socle industriel dans un secteur toujours plus porté par la «premiumisation». Selon les statistiques douanières, en trente ans, le nombre de montres suisses exportées a été divisé par plus de deux, passant de plus de 30 millions d'unités à une quinzaine de millions. Dans le même temps, la valeur a quasiment été multipliée par quatre, pour dépasser les 25 milliards de francs en 2024. L'évolution est encore plus radicale si l'on ne considère que le très haut de gamme. Les montres entre 25 000 et plus de 100 000 francs (prix export, à multiplier par deux, trois ou quatre pour obtenir le prix public) totalisent

LA VALEUR A ÉTÉ QUADRUPLÉE EN TRENTE ANS

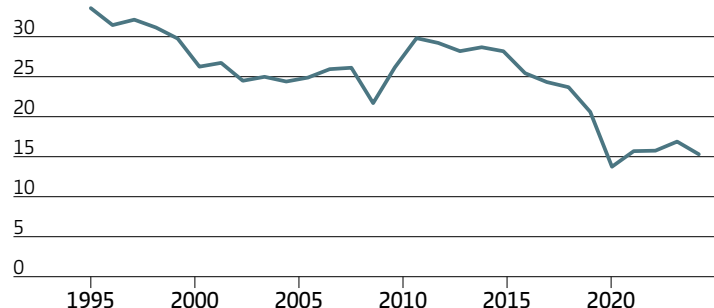
Exportations de montres suisses de 1995 à 2024, en milliards de francs



Graphique: Le Temps | Source: Fédération de l'industrie horlogère suisse

LE VOLUME A ÉTÉ DIVISÉ PAR PLUS DE DEUX EN TRENTE ANS

Exportations de montres suisses de 1995 à 2024, en millions de pièces



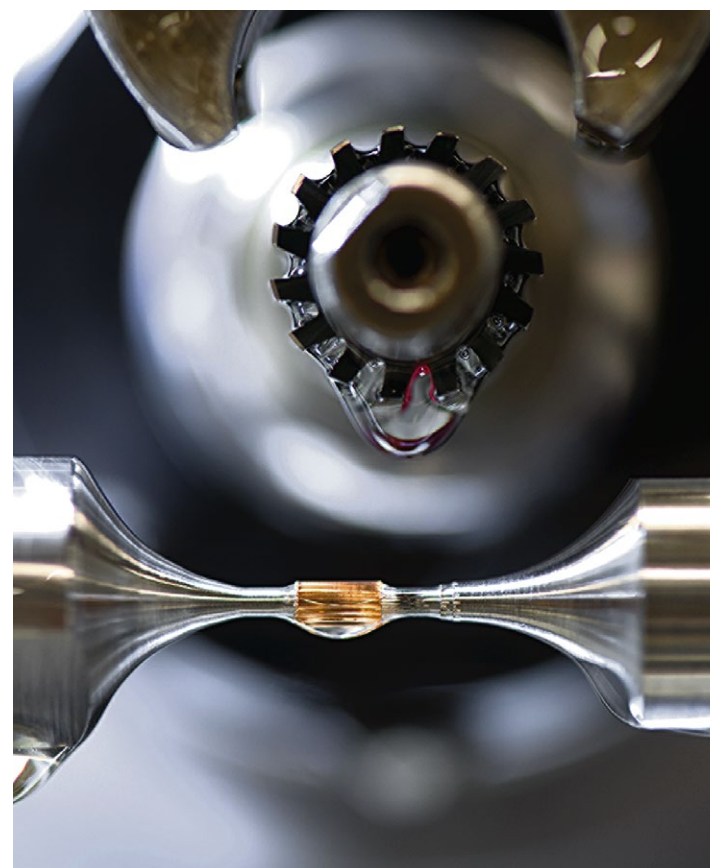
Graphique: Le Temps | Source: Fédération de l'industrie horlogère suisse

près du tiers de la valeur totale, pour une fraction du volume proche de 1%.

Jean-Philippe Bertschy, analyste chez banque Vontobel, relativise: «Cela fait plusieurs décennies que l'on voit les volumes baisser. Mais le très haut de gamme continue de monter.» Du point de vue de l'investisseur, c'est plutôt une bonne nouvelle — cela se reflète d'ailleurs dans le cours de Richemont. Selon l'analyste, le succès repose essentiellement sur «l'image de marque, le marketing et la maîtrise de la distribution», tous des éléments qui «tiennent sans la base industrielle». Il conclut: «Aussi dramatique que ce soit, la perte de volume concerne principalement l'entrée et le moyen de gamme.»

La problématique concerne donc presque exclusivement Swatch Group. Le biennois étant le dernier à porter les couleurs de la montre abordable de grande série en Suisse, avec des marques comme Tissot, Longines ou Mido. La famille Hayek a d'ailleurs toujours défendu sa vocation industrielle. Historiquement, la Swatch n'a pas seulement mis le «Swiss made» à l'heure du quartz. Elle a aussi permis de maintenir la filière mécanique, sans laquelle les grands noms du luxe parisien ne seraient probablement jamais entrés en horlogerie.

Car c'est bien la mécanique — versus le quartz — qui est au centre de la question industrielle. Toute la croissance enregistrée au cours du dernier quart



Chez les fournisseurs industriels du secteur horloger, la surcapacité de l'outil de production devient chronique. (DR)

de siècle repose sur ce savoir-faire spécifique et de ce point de vue, la cadence se maintient. En 2020, la Suisse a exporté 2,4 millions de montres mécaniques. Leur nombre était de 5,3 millions en 2024. On notera à ce propos le pic à plus de 6 millions d'unités en 2022 et 2023, dont une grande partie était destinée à la Chine. De quoi éclairer le choc subit par toute l'horlogerie sur ce marché clé.

Baisse des quantités, qualité sous pression

La Chine pèse aussi sur LVMH, mais dans une moindre mesure sur son activité horlogère. La montre dans sa globalité représente à peine plus de 2% de ses ventes totales. La question du

volume est tout aussi relative. Selon l'étude de Morgan Stanley, LVMH a produit près de 550 000 montres en 2024, pour un chiffre d'affaires de près de 2 milliards de francs. En comparaison, toujours selon Morgan Stanley, à elle seule Tissot a réalisé 3,1 millions de montres en 2024.

Chez les fournisseurs industriels, cela se traduit par une surcapacité qui devient chronique. Un problème encore renforcé par la nécessité de rendre l'outil de production plus flexible. Jérôme Biard, à la tête de Roventa-Henex, entreprise de private label (fabrication de montres à la demande, pour des clients tiers) à Tavannes (BE), témoigne de cette évolution. Même ses principaux clients, de grandes marques ins-

titutionnelles, baissent le volume de leurs séries. A l'autre bout du spectre, il assiste à l'afflux de micromarques, qui travaillent sur des poches de marché très spécifiques, «par tout petits lots et sans réassort».

L'offre toujours plus fragmentée

Au final, c'est le modèle d'affaires complet de Roventa-Henex qu'il faudrait peut-être revoir: «On ne peut plus gagner sur les volumes. Nous fonctionnons toujours plus comme un bureau technique ou un maître d'œuvre et notre outil de production est remis en cause.» Jérôme Biard signale d'autres effets négatifs. Il prévoit d'introduire la RHT (réduction de l'horaire de travail) dès l'an prochain. Et il est de plus en plus souvent confronté à des fournisseurs (Roventa-Henex développe et assemble les montres, mais ne produit rien en interne) eux-mêmes en RHT, entraînant des lenteurs dans les livraisons, ce qui met parfois la qualité sous pression.

Oliver Müller, créateur de LuxeConsult et coauteur de l'étude sectorielle de Morgan Stanley, pose lui aussi un constat froid: «L'horlogerie avance à marche forcée vers une industrie du luxe. En dehors de Swatch Group et de Rolex, plus personne ne produit de volume.» Un phénomène précisément aggravé par les micromarques, dit-il, «qui fragmentent l'offre» et «atomisent le commerce». Selon lui, la nécessité de redimensionner les capacités de production touche maintenant l'ensemble de l'écosystème horloger.

Il salue le succès des marques fortes, tout en notant que cela ne constitue pas une porte de sortie: «Elles ont tendance à renforcer leur verticalisation et contribuent à démutualiser la sous-traitance. Réduisant encore la capacité d'investir et d'innover en dehors des grandes marques et groupes. Une industrie ne peut pas exister sans volume.» ■

Die G-20 trotz dem amerikanischen Boykott

Die grössten Industriestaaten einigen sich auf eine gemeinsame Erklärung – für das Gastgeberland Südafrika ein Erfolg

SAMUEL MISTELI, NAIROBI

Der Gipfel der G-20-Staaten – das erste solche Treffen auf afrikanischem Boden – ist am Sonntag in Johannesburg zu Ende gegangen. Bereits am Samstag veröffentlichten die anwesenden Regierungs- und Staatschefs eine gemeinsame Erklärung. Dies war ein Erfolg für das Gastgeberland Südafrika – und eine Niederlage für die USA, die den Gipfel boykottierten. Die USA hatten Druck ausgeübt, um eine gemeinsame Erklärung zu verhindern.

Die Erklärung erwähnt unter anderem die Folgen des Klimawandels und nennt ehrgeizige Ziele bei erneuerbaren Energien. Dies sind Themen, bei denen amerikanische Diplomaten bei Vorbereitungstreffen versucht hatten, gemeinsame Positionen zu verhindern.

Das Jahrestreffen der wichtigsten Wirtschaftsmächte stand bis zur Erklärung im Schatten des amerikanischen Boykotts. Präsident Donald Trump hatte

kurz vor dem Gipfel erklärt, es würden keine US-Gesandten teilnehmen. Es sei eine «totale Schande», dass der Gipfel in Südafrika stattfinde, so Trump.

Der «weisse Genozid»

Die amerikanische Absage war die Fortführung eines Streits, den Trump im Frühjahr angefangen hatte. Er behauptete damals, in Südafrika würden weisse Farmer systematisch getötet, mit dem Ziel, Weisse von ihrem Land zu vertreiben. Er griff damit die Verschwörungstheorie eines «weissen Genozids» auf, die in den 1990er Jahren nach dem Ende der Apartheid von Anhängern der Rassentrennung verbreitet wurde. In den USA hat unter anderem der gebürtige Südafrikaner und Trump-Verbündete Elon Musk die Behauptung gestreut. Diese verfängt bei vielen Trump-Anhängern.

Südafrikas Regierung, für die der G-20-Gipfel eine grosse Bühne war, hatte den USA schon vor dem Gip-

fel die Stirn geboten. Aussenminister Ronald Lamola sagte: «Die Institution darf nicht zurückgehalten werden von jemandem, der abwesend ist.»

Südafrika versuchte, Themen in den Vordergrund zu rücken, die für afrikanische Länder und andere Entwicklungsländer wichtig sind. Zum Beispiel Überschuldung – in vielen afrikanischen Ländern droht der Schuldendienst die Volkswirtschaft abzuwürgen.

Das Thema Schulden findet sich auch in der Erklärung vom Samstag. In dem Papier steht auch, die G-20 werde sich für Frieden im Sudan, in Kongo-Kinshasa, den besetzten palästinensischen Territorien und der Ukraine einsetzen.

Ukraine überschattet Gipfel

Ein möglicher Frieden in der Ukraine wurde schon im Verlauf des Gipfels zum Thema. Am Samstag äusserten sich 11 anwesende Länder – unter ihnen Deutschland, Frankreich und Gross-

britannien – in einer Erklärung zum 28-Punkte-Plan, den die USA vorgestellt hatten. Darin stand, der Plan enthalte «wichtige Elemente für einen gerechten und anhaltenden Frieden». Die Länder hielten aber auch fest, dass das von den USA vorgeschlagene Abtreten ukrainischen Territoriums an Russland und die Verkleinerung der ukrainischen Armee nicht akzeptabel seien.

Die südafrikanischen G-20-Gastgeber konnten nach dem Gipfel zufrieden sein. Die G-20, die drei Viertel des Welthandels und 60 Prozent der Weltbevölkerung repräsentiert, büsst in einer Zeit zunehmend heftiger geopolitischer Konkurrenz laufend an Bedeutung ein. Schwergewichte wie die USA und China bevorzugen bilaterale Treffen gegenüber multilateralen Foren, in denen mühsam um einen Konsens gerungen wird. Bei Südafrikas Regierung sorgt die Tatsache, trotz allen Widrigkeiten eine gemeinsame Erklärung zustande gebracht zu haben, für viel Genugtuung.



La Confédération exige qu'UBS relève drastiquement ses réserves. La grande banque estime que cela menace sa compétitivité sur le plan international. Rahel Zuber

Voici les jobs qui disparaîtraient si le siège d'UBS quittait la Suisse

Marché bancaire La grande banque négocierait toujours un transfert de sa direction aux États-Unis. Conséquence: des milliers de postes hautement qualifiés pourraient être biffés.

Nicolas Pinguely

Combien d'emplois seraient biffés chez UBS si son siège venait à être transféré à l'étranger? La question se pose à l'heure où les spéculations redoublent à ce propos. Le «Financial Times» s'est fait l'écho cette semaine de pourparlers entre le président d'UBS, Colm Kelleher, et le secrétaire au Trésor américain, Scott Bessent.

20% des postes pourraient être menacés

Des spécialistes bancaires donnent leurs estimations. Aujourd'hui, UBS emploie environ 34'000 personnes en Suisse. Quelque «20% des postes de travail pourraient être menacés en cas d'un tel transfert», juge un analyste financier romand, soucieux d'anonymat. Cela concernerait essentiellement Zurich, où la banque a son siège. «Les emplois à la direction financière, à la gestion globale des risques, à la direction comptable et fiscale, à l'analyse financière, à la gestion institutionnelle ou encore au suivi et reporting des portefeuilles de la clientèle», énumère-t-il.

Certaines équipes s'occupant des marchés financiers sont également susceptibles de partir. «Ce sont des activités qui pourraient être repositionnées près du régulateur américain, souligne le responsable de l'investissement d'une banque genevoise, qui lui aussi préfère l'anonymat. D'après ce dernier, si un transfert du siège devait survenir, «il pourrait toucher quelques milliers de collaborateurs hautement qualifiés».

Mais il n'y aurait pas de véritable saignée. Selon Shelby du Pasquier, associé chez Lenz & Staehelin, les suppressions d'emplois ne devraient pas concerner les employés «de la banque de détail du groupe UBS Switzerland SA» qui dessert sa clientèle suisse (PME, ménages, etc.). «Ce mouvement entraînerait toutefois assez rapidement un déplacement à l'étranger de la direction et de décideurs du groupe»,

ajoute-t-il. Contactée, la grande banque ne donne aucun détail sur d'éventuelles négociations avec l'administration américaine. «Comme nous l'avons dit à maintes reprises, nous souhaitons continuer à opérer avec succès en tant que banque mondiale depuis la Suisse», répond Nadine Merturi, porte-parole du géant bancaire.

Pour mémoire, UBS a entamé une profonde restructuration à la suite de la reprise de Credit Suisse en 2023. Dans ce cadre, environ



«Les activités de la banque en Suisse seraient protégées en cas de faillite.»

Shelby du Pasquier Associé chez Lenz & Staehelin

3000 postes de travail ont commencé à disparaître dans le pays, et plus de 30'000 vont être biffés dans le monde. «Les réductions d'effectifs s'échelonneront sur plusieurs années et seront principalement réalisées par le biais des départs naturels, des départs anticipés à la retraite, de la mobilité interne et de l'internalisation des fonctions externes», rappelle la porte-parole. À fin 2023, UBS comptait 112'000 postes de travail calculés sur la base d'équivalents plein-temps, contre environ 104'000 à fin septembre.

Les rumeurs sur un départ du

Emplois chez UBS par région

Nombre de personnes en équivalents temps plein

Régions / Pays	31.12.24	31.12.23
Amériques	26 360	27 638
dont : États-Unis	24 651	26 024
Asie-Pacifique	26 179	27 638
Europe, Moyen-Orient et Afrique (hors Suisse)	21 927	22 686
dont : Royaume-Uni	8 685	8 970
dont : reste de l'Europe (hors Suisse)	12 656	13 085
dont : Moyen-Orient et Afrique	586	631
Suisse	34 182	34 880
Total	108 648	112 842

Tableau: dhl / Source: UBSGroup - Annual report 2024

siège d'UBS à l'étranger sont liées au renforcement drastique des réserves exigé par la Confédération. Une stratégie destinée à limiter les risques de faillite de l'établissement. Ce dernier freine des deux pieds, redoutant de perdre en compétitivité face à ses concurrents internationaux.

Un cadre plus souple aux États-Unis

Si la banque venait à s'établir aux États-Unis, son autorité de surveillance deviendrait la Réserve fédérale américaine, et non plus l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA). Elle bénéficierait alors d'un cadre réglementaire plus favorable.

À l'inverse de la Suisse, les autorités étrangères ont tendance à relâcher la pression sur les banques. «L'administration Trump est en train d'alléger le cadre législatif bancaire, les Britanniques ont abandonné l'idée d'être plus restrictifs, et le chancelier allemand

Merz dit qu'une régulation trop forte est un frein au crédit et à la croissance», souligne Jérôme Schupp, responsable de l'investissement chez Prime Partners

Lundi dernier, Friedrich Merz soulignait que «l'Europe a besoin de plus de souveraineté et de moins de bureaucratie et de règles bancaires qui la freinent», lors d'un sommet sur le numérique à Berlin, en présence d'Emmanuel Macron. L'Union européenne serait sur le point de mettre la pédale douce en la matière.

La Confédération doit négocier

Jérôme Schupp estime que Berne devrait faire preuve de pragmatisme. «UBS est aujourd'hui solidement capitalisée en comparaison internationale», relève le financier. Des solutions existeraient pour mettre de l'huile dans les rouages. «Au lieu d'exiger 23 ou 26 milliards de réserves supplémentaires, les autorités devraient

demander 10 milliards et un contrôle strict des engagements de la grande banque par la FINMA, sanctionnées par des rencontres bimensuelles avec le *team risk* d'UBS», détaille-t-il. Bref, on troquerait des fonds propres contre davantage de contrôles.

UBS ne serait plus aussi dange-reuse que par le passé. Son profil de risque aurait significativement baissé. «UBS a un modèle d'affaires nettement moins risqué qu'en 2008 lorsqu'elle a été sauvée par la BNS, un modèle d'affaires également éloigné de ce qu'était Credit Suisse», poursuit Jérôme Schupp. Autrement dit, la grande banque est moins exposée aujourd'hui aux fluctuations et soubresauts des marchés financiers qu'hier, privili-giant la gestion de fortune, activité moins spéculative.

Le cash des ménages est en sûreté

Quid de la Suisse si un accident devait quand même survenir? L'argent des ménages serait protégé. UBS a mis en place un plan de résolution de crise, bien reçu par la FINMA. «Les activités de la banque en Suisse seraient protégées en cas de faillite, précise Shelby du Pasquier. Les activités bancaires en Suisse sont d'ores et déjà ségréguées du groupe.» Et ce, que le siège d'UBS soit basé à Zurich ou à New York.

Il n'y a pas que l'emploi bancaire qui souffrirait du départ de la direction générale du groupe. «On peut penser qu'à mesure que le centre de décision s'éloigne de la Suisse, l'importance que représente notre pays dans les initiatives stratégiques du groupe bancaire diminuera d'autant», explique l'associé de Lenz & Staehelin.

C'est là que le bât pourrait réellement blesser. À terme, l'accès au prêt et au crédit, soit à l'oxygène de l'économie, pourrait s'avérer plus difficile pour les PME. Et ça, ce serait une (très) mauvaise nouvelle pour la croissance et l'emploi dans le pays.

Les baisses d'impôts mises sur pause

Politique Les députés ont été saisis de deux projets de loi PLR et UDC réduisant certains impôts. Échec. En cause, le déficit cantonal.

Les baisses d'impôts sont-elles désormais sur pause à Genève? C'est ce qu'on peut déduire du refus de deux projets de loi au Grand Conseil vendredi. Leur adoption aurait privé le Canton d'environ 25 millions. Jadis, l'amputation n'aurait pas fait sourciller, mais les temps changent: «L'éléphant est dans la pièce: c'est le déficit budgétaire du Canton», assure la ministre des Finances, Nathalie Fontanet.

À qui auraient-elles profité?

Déposé par le PLR en 2018, le premier texte proposait d'accroître les déductions des versements au 3^e pilier. Le député Yvan Zweifel le défend: «C'est un projet fiscal, certes, mais avant tout un plus pour la prévoyance, dit-il, et son impact serait infime sur les finances publiques.» Le second, présenté par l'UDC, veut pour sa part supprimer une franchise sur les déductions pour les frais maladie et accident.

Petit problème, les baisses d'imposition auraient surtout profité aux hauts revenus. Selon les calculs de l'administration, le projet PLR aurait eu «un impact majeur pour les personnes disposant d'un 3^e pilier et de revenus supérieurs à 200'000 francs. Les personnes ayant des revenus de 600'000 à 1 million, voire plus de 2 millions de francs, sont celles qui bénéficieront le plus de cette économie.»

Même problématique avec le projet UDC, qui aurait suscité «des gains d'en moyenne 1000 francs pour les revenus supérieurs à 2 millions de francs, alors qu'il faudrait 180'000 francs de revenus pour bénéficier d'un gain de 100 francs», indique le rapport de minorité de Julien Nicolet-dit-Félix (Les Verts).

À gauche, on proteste. Le socialiste Thomas Wenger dénonce «l'orgie de baisse fiscale qui continue» et dresse la liste des dernières baisses d'impôt votées récemment. Il prédit que la diminution des recettes de l'État conduira la droite à frapper dans les prestations pour diminuer les charges.

Thomas Wenger prédit que la diminution des recettes de l'État conduira la droite à frapper dans les prestations pour diminuer les charges.

Le député Stefan Balaban (LJS) dénonce les tentations d'ouvrir une nouvelle niche fiscale. L'UDC et le MCG estiment au contraire que l'augmentation des déductions aiderait la classe moyenne, ce qui fait tousser Sébastien Desfayes (Le Centre), qui considère qu'on parle ici d'optimisation fiscale sous couvert de prévoyance, peu opportune «politiquement» vu la situation financière du Canton et peu facile à vendre à la population en cas de référendum. Le projet UDC est aussi débattu et combattu avec les mêmes arguments.

Au final, les baisses sont refusées par une majorité composée du PS, des Verts, de LJS et du Centre, contre une minorité UDC, MCG et PLR.

Marc Bretton

Les signes religieux désormais interdits aux élus et aux magistrats du canton

Parlement Après un débat animé, le Grand Conseil vote l'interdiction des signes religieux. La bataille légale va se poursuivre.

Marc Bretton

Les signes religieux ostentatoires ne font pas partie du paysage politique genevois, mais qui sait ce qu'il en sera demain? Par un vote acquis de peu (48 voix, sauf erreur UDC, PLR, MCG, Le Centre, contre 46 PS, Verts, LJS), le parlement a décidé de modifier la Constitution pour exclure toute tentation.

Que prévoit-elle? Il sera désormais demandé aux «membres du Conseil d'État et des exécutifs communaux, ainsi qu'aux magistrats du pouvoir judiciaire et de la Cour des comptes, d'observer une neutralité religieuse dans le cadre de leurs fonctions».

Le texte poursuit: «Lorsqu'ils sont en contact avec le public, ils s'abstiennent de signaler une appartenance religieuse par des propos ou des signes extérieurs». Les élus dans les législatifs et les délibératifs sont aussi concernés, puisque les membres du Grand Conseil et des conseils municipaux sont aussi priés de s'abstenir «de signaler leur appartenance re-



Les concernés devront «observer une neutralité religieuse dans le cadre de leurs fonctions» à la suite d'un vote acquis de peu. DR

ligieuse par des signes extérieurs lorsqu'ils siègent en séance plénière ou lors de représentations officielles».

La surprise du chef

Ce vote, c'est une surprise! En 2021, l'UDC avait déposé un texte curieusement bâti, qui réclamait

une neutralité vestimentaire de certains élus et l'étendait... aux écoles primaires et secondaires. Logiquement, la proposition était refusée en commission, mais, au cours des débats, la députée Céline Zuber-Roy (PLR) présentait un amendement général corrigeant le texte original.

Et c'est finalement lui qui a été voté en plénière, malgré les adjurations de Francisco Taboada (LJS), Yves de Matteis (Verts) et de la magistrate Carole Anne Kast, celle-ci rappelant que les «parlementaires n'incarnent pas l'État. Et que dès lors, leur imposer une neutralité confessionnelle porterait atteinte à l'esprit de la laïcité genevoise, qui protège la liberté de croyance et n'organise pas l'invisibilisation du fait religieux.»

La messe n'était pas dite

En fait, les orateurs pensaient que la messe était dite depuis longtemps. C'est qu'en 2019, une mesure semblable avait été annulée par la Chambre constitutionnelle de la Cour de justice genevoise pour violation du droit fédéral. Un an plus tôt, le parlement cantonal avait en effet accepté une loi sur la laïcité prévoyant cette mesure. Elle avait été immédiatement attaquée par référendum par quatre comités différents. Le 10 février 2019, 55,05% des votants l'acceptaient en vota-

tion populaire, mais un recours finissait par faire tomber la mesure litigieuse.

À l'époque, la justice expliquait: «Les parlementaires n'ont pas vocation à représenter l'État, mais la société et son pluralisme, qu'ils incarnent. Imposer aux organes législatifs une totale neutralité confessionnelle met à mal le principe démocratique, qui impose aux cantons de se doter notamment d'un parlement élu au suffrage universel, les membres du parlement étant censés représenter différents courants d'opinions, y compris religieuses.»

Pour la députée PLR Céline Zuber-Roy, l'avis de la justice genevoise est une chose, celle du Tribunal fédéral en est une autre. «S'agissant d'un recours absolu, plaide-t-elle, il n'existait à l'époque aucun moyen de contester cette décision au niveau fédéral. Ainsi, l'instance judiciaire qui est la plus compétente pour définir le contenu du droit fédéral, le Tribunal fédéral, n'a pas pu se prononcer sur la légalité de l'in-

terdiction de signes religieux au sein d'un législatif. Pourtant l'enjeu est majeur!»

Le coup de la passoire

Battue en commission, la députée est remontée à l'assaut en plénière, se coiffant pour l'occasion, ça ne s'invente pas, d'une passoire métallique (signe bien connu de la religion pastafariste), manière de démontrer que les accessoires vestimentaires les plus absurdes détournent l'attention du public. C'était bien joué. Assez déconcentré, il faut l'avouer, on l'écoute ensuite expliquer que, «vu l'actualité et pour éviter toute forme de crispation ou de division entre les membres du parlement ou avec les citoyens, il est préférable de maintenir un espace parlementaire neutre, où les convictions spirituelles restent dans la sphère privée».

Au vote, l'amendement général passe d'une seule voix et la loi de deux. On reparlera certainement de cette étonnante affaire ces prochaines semaines.

Budget, mobilité, social... les dossiers urgents du futur Conseil municipal de Vernier

Élections La deuxième commune du canton fonctionne sans Délibératif depuis cinq mois. Les prochains élus auront du pain sur la planche.

Emilien Ghidoni

La tension monte, les élections du Conseil municipal à Vernier se rapprochent. Après l'annulation du précédent scrutin à la suite de soupçons de fraude, révélés par la «Tribune de Genève», les Verniolans sont à nouveau appelés aux urnes le dimanche 30 novembre. Un deuxième test, où chaque parti tentera de confirmer, voire d'améliorer son score.

Bien sûr, la crainte d'une nouvelle fraude massive est dans toutes les têtes, surtout depuis qu'un candidat de la liste LED (Liste Égalité & Diversité) a fait des propositions étranges à d'autres personnes en lice. Mais au-delà des scandales de corruption, la Commune a surtout grand besoin de retrouver un Délibératif: de nombreux dossiers sont en suspens depuis des mois, notamment l'épineuse question du budget.

Un budget incertain

C'est là-dessus que Le Centre et les Verts libéraux espèrent agir en premier. Selon eux, la Commune

doit apprendre à moins dépenser, alors que sa contribution à la péréquation intercommunale risque d'augmenter. «Beaucoup d'aides proposées par Vernier sont en fait des doublons de subventions déjà versées par l'État, déplore Yves Magnin, membre du Centre et ex-élu municipal. Nous n'avons plus les moyens d'avoir un pareil filet social.»

Il plaide plutôt pour un rééquilibrage des impôts: «Aujourd'hui, les personnes impossibles financent les services sociaux pour beaucoup de monde. Ils sont essentiels, et il faut les ménager.» Est-ce vraiment réaliste, alors que l'alliance Verts-PS-PLR domine le champ politique verniolan depuis plusieurs années? «Si les libéraux-radicaux jouaient leur rôle de parti de droite, beaucoup de choses seraient possibles», soupire-t-il.

Du côté du PLR, justement, la mobilité semble être une priorité pour la future législature. «On ne peut tout simplement pas circuler à Vernier aujourd'hui, déplore le candidat Brice Arduini. Le Canton a ouvert une quan-



Le futur Conseil municipal devra s'atteler à régler les problèmes de trafic que connaît la commune. Laurent Guiraud

tité de chantiers disproportionnée. Résultat: les entrepreneurs ne peuvent même plus se déplacer. Le manque à gagner est absurde.»

Le parti compte donc déposer en premier lieu une demande

d'interpellation du Conseil d'État, afin d'obtenir des mesures compensatoires face à ces bouchons.

Quant aux critiques du Centre-Vert libéraux au sujet de l'alliance des libéraux-radi-

caux avec la gauche, Brice Arduini se défend de toute collaboration illogique. «Je suis pour faire avancer les choses à Vernier. Cela devrait aller au-delà de tous les bords politiques. Notre commune souffre de vieilles rancœurs entre divers élus, cela bloque beaucoup d'objets. Je pense que la droite et la gauche peuvent s'entendre sur une grande majorité de sujets.»

«De nouveaux défis»

Preuve qu'il n'a pas tort, les Verts posent un constat identique sur la mobilité. «Vernier subit les mêmes problèmes que le centre-ville de Genève avait il y a quelques années, pose Cédric Briner, candidat écologiste. Les voitures ont été repoussées vers la moyenne ceinture.» Il plaide donc pour une accélération des mesures en faveur de la mobilité douce, comme le déploiement du bus à haut niveau de service en site propre, la construction d'une halte ferroviaire à Châtelaine ou la création d'une voie verte.

D'autant plus qu'à l'avenir, la deuxième ville du canton va ren-

forcer son attractivité. Le quartier de la Concorde ainsi que son centre culturel vont être achevés, tandis que celui de l'Étang attire toujours plus d'entreprises.

«La perception change, nous sommes de moins en moins une périphérie. C'est une bonne chose, mais cela amène de nouveaux défis.»

Un scrutin sous tension

Des problèmes budgétaires, sociaux et de mobilité qui ne pourront être réglés que si la fraude ne se répète pas ce 30 novembre. Là-dessus, la plupart des partis sont inquiets, même si la participation devrait être forte (17,2% le 20 novembre).

«La loi ne permet pas d'interdire le vote par correspondance, reconnaît Cédric Briner. Mais il nous semble que l'État ne se donne pas beaucoup de moyens pour éviter un second fiasco.» Même son de cloche du côté du Centre-Vert libéraux, qui craignent de la triche. Et ce parti aurait beaucoup à perdre, car ils jouent leur survie au Conseil municipal.

Le bilan de la première COP amazonienne est mitigé, mais quelques succès ont toutefois été obtenus

Un accord au rabais à Belém

Environnement ► Près de 200 pays réunis au Brésil ont adopté samedi à la COP30 un accord a minima sur l'action climatique, sans plan de sortie des énergies fossiles, un résultat décevant pour l'Europe mais salué par d'autres en une année bouleversée par les rivalités géopolitiques. La conférence a produit des textes onusiens adoptés par consensus des pays, mais également des engagements volontaires, hors du processus de négociations.

Voici les principaux résultats, dont les trois premiers, les plus épineux, ont été adoptés dans un document baptisé «texte du mutirão», terme tiré d'un mot autochtone tupi-guarani signifiant «effort collectif» censé exprimer l'esprit des négociations promu par la présidence brésilienne.

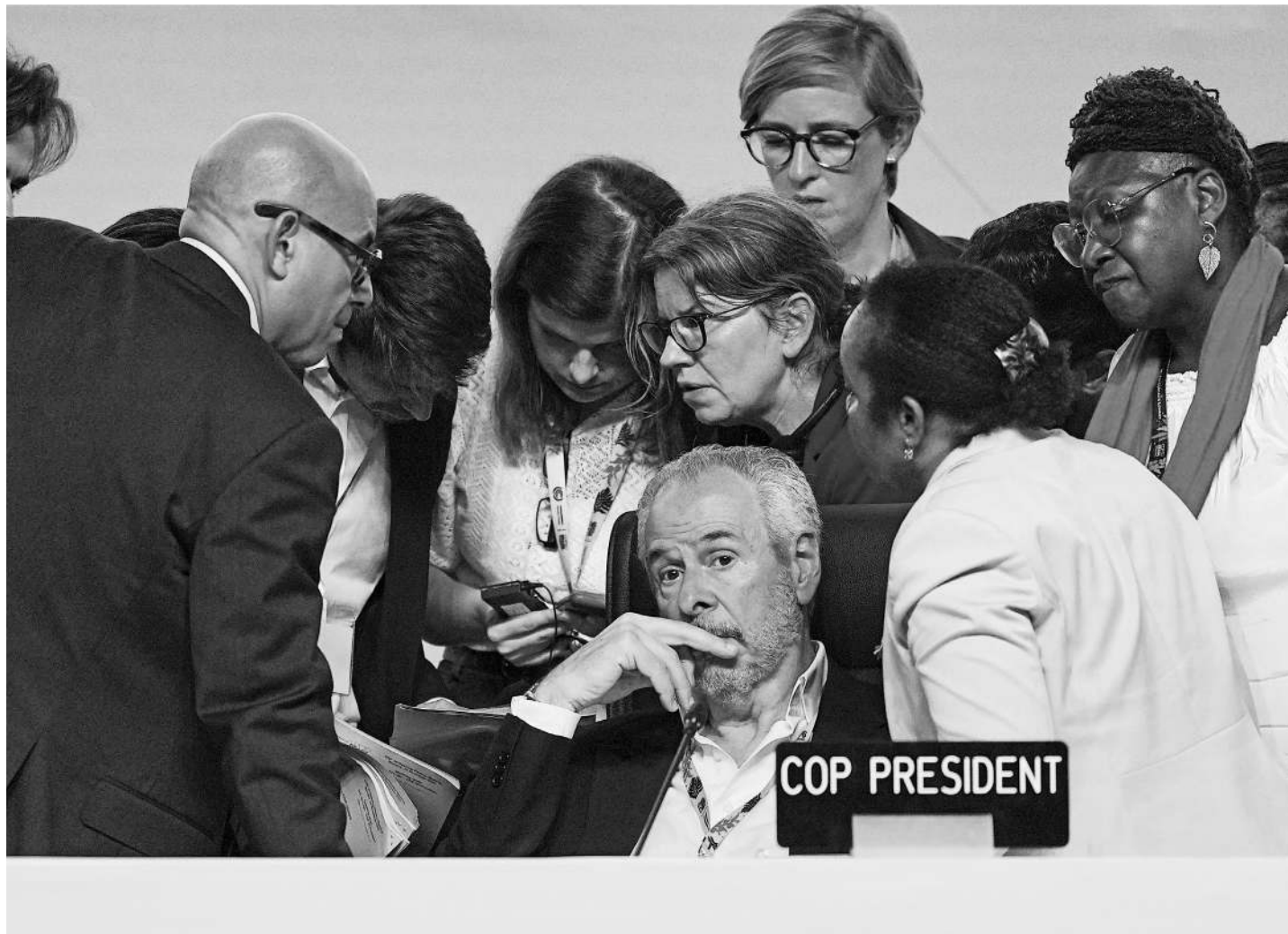
1 Abandonner les fossiles

La COP30 adopte le lancement d'une «initiative volontaire» pour les pays qui souhaitent collaborer pour une réduction accrue de leur pollution carbone afin de limiter le réchauffement climatique à +1,5°C par rapport au XIX^e siècle.

Malgré la pression de plus de 80 pays européens, latino-américains et insulaires, la conférence n'a pas adopté de «feuille de route» explicite de sortie des énergies fossiles. Le texte ne fait qu'une référence non explicite à l'engagement pris à la COP28 en 2023 d'abandonner à terme les énergies fossiles. Un rapport sur ces efforts, qui incluent deux «sessions d'informations» en juin et novembre 2026, doit être produit à la COP31.

2 Tripler l'aide financière

Le mutirão demande des «efforts pour au moins tripler» l'aide financière pour l'adaptation climatique des pays en développement à l'horizon 2035. Cela pourrait signifier un objectif de 120 milliards de dollars par an. Cet argent sert par exemple à relever les routes, renforcer les bâti-



La conférence des Nations unies sur le climat au Brésil s'est achevée samedi, après presque 20 heures de prolongation. Au centre, André Corrêa do Lago président de la COP30. KEYSTONE

ments contre les tempêtes ou aider les agricultures à se préparer aux sécheresses.

Au total, les pays développés ne se sont pas engagés à augmenter l'enveloppe globale

de leurs financements climatiques, soit un horizon de 300 milliards de dollars par an d'ici à 2035. Tout effort sur l'adaptation se fera à l'intérieur de cette enveloppe.

3 Les tensions commerciales

Pour la première fois, les tensions commerciales mondiales vont faire l'objet d'un «dialogue» pendant trois ans dans

l'enceinte des négociations climatiques. Cette nouveauté est la victoire politique qu'était venue chercher la Chine, qui tentait de longue date, avec d'autres pays émergents ex-

portateurs dont l'Inde, de contester aux COP les barrières commerciales environnementales, notamment la taxe carbone aux frontières de l'Union européenne.

Cette nouveauté est la victoire politique qu'était venue chercher la Chine

4 Fonds pour les forêts

Hors des décisions officielles de la COP, le Brésil a lancé un fonds d'un nouveau genre pour protéger les forêts: il sera investi sur les marchés et les gains serviront à rémunérer les contributeurs et les pays en développement, selon le nombre d'hectares de forêts effectivement protégées.

Il a recueilli environ 5,5 milliards de dollars d'engagements de contributions initiales, plus ou moins étalées sur les prochaines années, et selon des conditions diverses selon les pays contributeurs que sont le Brésil, la Norvège, l'Allemagne, l'Indonésie, la France et le Portugal. A terme, le Brésil souhaite lever 125 milliards de dollars.

5 Méthane, carburants durables

Plusieurs engagements volontaires de pays ont vu le jour concernant le méthane, deuxième plus important gaz à effet de serre après le CO₂, le quadruplement des «carburants durables», ou encore le charbon, avec l'annonce par la Corée du Sud de son élimination progressive dans ses centrales électriques. ATS

La Suisse voulait des mesures plus ambitieuses

L'ambassadeur suisse pour l'environnement Felix Wertli tire un bilan mitigé du Sommet mondial sur le climat.

La Suisse aurait voulu des mesures plus ambitieuses, «c'était une conférence des petits pas», a déclaré Felix Wertli. L'ambassadeur suisse pour l'environnement estime que l'adoption d'une «base volontaire» et non d'une feuille de route explicite sur l'abandon des énergies fossiles est «aussi une réponse, même si elle est moins concrète». En outre, le fait que des

représentants de près de 200 pays aient participé aux négociations malgré la situation géopolitique difficile doit, selon Felix Wertli, être considéré comme un succès.

Les organisations environnementales et humanitaires tirent également un bilan mitigé du Sommet sur le climat. WWF Suisse, Swissaid, Action de Carême et Alliance Sud critiquent des compromis insuffisants, notamment en matière d'abandon des énergies fossiles et de fi-

nancement climatique. Ils reconnaissent toutefois certains progrès, tels que le mécanisme pour une «transition juste».

Les organisations exigent que le Conseil fédéral assume désormais ses responsabilités.

Le ministre de l'Environnement Albert Rösti a signé à Belém un accord climatique visant à réduire les émissions de CO₂ avec la Zambie et avec la Mongolie, a annoncé son département dimanche dans un communiqué.

CÉLINE ELBER, ATS

Le sol, nouvel enjeu invisible de l'urbanisme

SURFACES Face à une forte pression démographique et à des terres toujours plus rares, imperméabilisées ou polluées, la Suisse doit réinventer sa manière de construire pour éviter d'atteindre les limites de son développement

JULIE MÜLLER-PELLEGRINI
(IMMOBILIER.CH)

Alors que la pression foncière continue de s'intensifier en Suisse, un acteur longtemps négligé revient au centre des débats: le sol. Ressource précieuse, fragile et en partie polluée, il conditionne pourtant la capacité même du territoire à accueillir de nouveaux logements. Aux Rendez-vous de l'urbanisme 2025, chercheurs, urbanistes et responsables publics ont donc rappelé la nécessité de repenser nos modes de construction pour éviter à la Suisse d'atteindre les limites de son développement.

En voie d'épuisement

Témoin privilégié des transformations urbaines, le sol est en effet aujourd'hui menacé par l'artificialisation, la pollution historique et le manque de régénération. Régulièrement mesuré, éventré, remodelé ou bien simplement modifié dans sa composition, ce support que nous foulons jour après jour assure des fonctions vitales pour l'écosystème mais reste encore peu considéré dans les politiques climatiques (notamment en comparaison du bruit ou de l'air).

Directeur du Service de l'environnement et des risques majeurs genevois, Walter Vetterli déplore cette «méconnaissance des apports essentiels que le sol nous offre: production végétale, puits de carbone, gestion de l'eau...»

Au bout du Léman, ce sol menacé doit absorber une croissance soutenue. A titre d'exemple, à fin 2024, Genève comptait

A la pointe de la Jonction, à Genève, le sol de l'ancien site de robinetterie, marqué par des pollutions au plomb, au chrome et à l'arsenic, puis occupé en tant que couvert par les Transports publics genevois, est en cours de décontamination.

(TOYECHKINAX/
DEPOSITPHOTOS/
IMAGO)



530 246 habitants (+ 5900 personnes sur un an), dont 71% imputables au solde migratoire. Et les projections à 2050 annoncent une poursuite de cette progression, alors que le parc actuel comprend 251 810 logements. «Le rythme de 2700 nouveaux logements construits en 2024 (dont 530 issus de transformations) demeure insuffisant par rapport à la demande», pointe Sophie Mouchet, responsable à l'Office cantonal de la statistique (Ocstat).

Quand la ville se construit sur elle-même

Mais étant donné que l'époque des grands ensembles des années 1960 est révolue, le futur des villes souhaitant ménager leurs sols passera de ce fait par la régénération du bâti et des tissus existants. Et ce, sur des territoires morcelés où chaque parcelle compte. Pour Isabel Concheiro, architecte et professeure (Transform/

HEIA-FR), cette nouvelle logique au quotidien passe par un changement d'affectation d'immeubles de bureaux, la réutilisation des bâtiments obsolètes et la densification vers l'intérieur (typiquement via des bourses d'échange d'appartements). «Pour produire 10 kg d'un matériau de construction industrielle, il faut 300 kg de sol», souligne-t-elle.

Des considérations écologiques qui ne font malheureusement pas le poids face aux chiffres de rendements tant attendus des investisseurs. La chercheuse place donc ses espoirs sur des incitations publiques. A l'instar des nouveaux articles de loi sur le réemploi récemment adoptés à Genève ou «des bonus de constructibilité et d'exonération temporaire de la taxe foncière pour les projets de transformation», comme cela se pratique chez nos voisins français. Préservation du sol et mobilisation de

matériaux déjà extraits, la transformation du bâti semble être une solution adéquate, toutefois, elle laisse en suspens une autre question fondamentale: celle du sol déjà dégradé.

«Pour produire 10 kg d'un matériau de construction industrielle, il faut 300 kg de sol»

ISABEL CONCHEIRO, ARCHITECTE ET PROFESSEURE (TRANSFORM/HEIA-FR)

Autrement dit, les sols pollués. Une réalité moins visible bien que décisive dans de nombreux programmes de réhabilitation. A

Genève, quantité de terrains portent encore les traces de leur passé industriel et leur dépollution reste dans l'ombre, alors même qu'elle s'avère indispensable pour rendre les sites constructibles ou habitables. Le cas de la pointe de la Jonction se veut emblématique. Ancien site de robinetterie, marqué par des pollutions au plomb, au chrome et à l'arsenic, puis occupé en tant que couvert des Transports publics genevois, sa restitution aux habitants s'est vue sollicitée par une mobilisation citoyenne en 2009. Un combat remporté haut la main qui aura changé radicalement le visage de cette zone. Bien qu'il ne s'agisse que d'une étape avant sa métamorphose finale (prévue en parc), «cela fait un peu plus de quatre ans que ce site totalement imperméable est travaillé et dégrappé suivant un protocole d'expérimentation afin de dépolluer 15 000 m³ de terre»,

décrit Jérôme Mallon de l'association AIDEC, chargée du projet. Des exigences qui complexifient les chantiers et rallongent considérablement les délais. «Il y a tellement d'éléments de procédures et d'incertitudes que cela oblige un temps long», décrit l'expert. De quoi en décourager certains.

Nouveau paradigme

Or, n'en déplaise aux maîtres d'ouvrage encore réfractaires, la voix du sol (et les contraintes que cela implique) commence doucement à se faire entendre. Le sol a d'abord été reconnu par la loi sur l'aménagement du territoire comme une ressource naturelle rare, non renouvelable et à utiliser avec mesure, imposant de densifier plutôt que d'étendre l'urbanisation, puis, un autre instrument fort qu'est le Plan sectoriel des surfaces d'assolement est venu ajouter une couche de protection sur les terres les plus fertiles, essentielles en cas de crise alimentaire. Toutefois, le tournant majeur date de 2022, avec l'entrée en vigueur d'un document stratégique, la «Stratégie Sol», qui aura eu le mérite de proposer enfin une meilleure prise en compte des sols et de leur qualité.

En parallèle, le Living Lab LASOL, un projet de recherche appliquée (développé avec des partenaires de terrain et mené à la HEIA-FR) a été mis sur pied. S'appuyant sur le cas d'étude concret de la densification de Chamblieux-Bertigny, une enclave agricole de plus de 80 hectares, située dans l'agglomération de Fribourg (en cours de conception), LASOL propose un ensemble d'outils innovants pour intégrer les sols dans l'urbanisme de façon concrète. Quant au canton de Vaud, un plan d'action visant à protéger durablement les sols et garantir à long terme leurs fonctions essentielles a été adopté l'automne dernier. Des preuves que, face à la pression démographique et aux défis environnementaux, la Suisse n'a d'autre choix que de considérer désormais le sol comme une ressource à part entière. ■

Accord avec les Etats-Unis: le scepticisme monte à Berne

TAXES Une semaine après l'annonce d'une lettre d'intention convenue entre le Conseil fédéral et la Maison-Blanche, la méfiance prédomine parmi les élus. Le PS veut accroître la pression sur le gouvernement et a lancé une pétition demandant de «mettre fin à l'accord»

FANNY SCUDERI, BERNE

Elle a été lancée il y a seulement quelques jours et rassemble déjà plus de 51 000 paraphe. La pétition du Parti socialiste (PS) demande de mettre fin à l'accord avec les Etats-Unis, bien que celui-ci n'ait pas encore été ratifié et doit être examiné par le parlement.

Carlo Sommaruga (GE/PS), conseiller aux Etats, en a fait la promotion sur ses réseaux sociaux. «Cet accord est déséquilibré: les concessions faites par la Suisse le prouvent. Les Etats-Unis n'ont, eux, pris aucun engagement. Le ressentiment de la population est fort», estime-t-il. Le PS entend mettre la pression sur le Conseil fédéral, alors que son mandat de négociation sera bientôt défini par les Commissions de politique extérieure. Mais alors que les 39% de taxes douanières menacent des emplois en Suisse, pourquoi pourfendre les prémices d'une solution? «Cette diminution à 15% représente une bouffée d'air pour certains secteurs de la production, nous y sommes sensibles, souligne-t-il. Mais il ne faut pas se leurrer: investir des centaines de milliards de francs fera disparaître des places de travail sur le long terme. La position du PS, frontale, a pour but d'alerter sur ce point, d'éviter que l'on sacrifie l'avenir.»

«Inefficace» mais «légitime»

De son côté, le conseiller national Vincent Maitre, vice-président du Centre, juge la pétition socialiste «inefficace» sur la forme, mais «légitime» sur le fond. «Personne, y compris le Conseil fédéral, n'a réussi à nous démontrer que cet accord et ses 200 milliards d'investissement coûteraient moins à l'économie que les 39% de taxes de douane.» Un point l'inquiète en particulier: «On ignore d'ailleurs si ces 200 milliards s'ajoutent aux 150 milliards d'investissement promis par la pharma en début d'année. C'est le flou artistique et le prix à payer pour cette diminution des taxes paraît en l'état exorbitant.»

Il pointe la responsabilité de l'UDC. «Contrairement à la rhétorique utilisée concernant les accords avec l'UE, l'UDC est bizarrement totalement muette pour qualifier ce qui est, ici, un véritable «accord de soumission» avec les Etats-Unis.» Les parlementaires auront à charge de demander des comptes au Conseil fédéral durant la session, selon lui. «Je pense qu'il y aura de la résistance face à cet accord. Donald Trump n'est pas éternel et la Cour suprême

va probablement invalider les hausses des taxes au printemps prochain. Alors, pourquoi s'empresse de sacrifier notre économie avec des accords qui nous obligeront pour des décennies?»

Un front pour l'Union européenne et contre l'UDC

Damien Cottier, chef de groupe PLR au parlement, refuse de se prononcer sur le fond de la pétition. «Elle contribue au débat. On observe une certaine inquiétude face à cet accord, et il ne va pas de soi que celui-ci sera accepté dans son entièreté par le parlement.» Il renvoie dos à dos le PS et l'UDC, deux partis aux postures «caricaturales», estime-t-il. Les premiers «trouvant tous les défauts» à l'accord avec les Etats-Unis, les seconds étant «totalement positifs alors que l'UDC est quasi saisie d'hystérie en ce qui concerne les accords avec l'Union européenne». Le PLR «se veut représentant d'une analyse nuancée». Mais il met aussi à profit cette méfiance envers les Etats-Unis pour souligner l'importance des accords avec l'UE: «Si la voie bilatérale se heurte à une impasse, les risques pour l'économie sont encore bien plus importants que ces 39%.»

«C'est le flou artistique et le prix à payer pour cette diminution des taxes paraît en l'état exorbitant»

VINCENT MAITRE, VICE-PRÉSIDENT DU CENTRE

La conseillère nationale Céline Amaudruz, vice-présidente de l'UDC, sourit face à ces critiques. «La seule chose que l'UDC, qui s'oppose aux taxes, a saluée, est la diminution de 39 à 15% de ces droits de douane. Cela équivaut à une différence de 6 milliards de francs en taxe douanière pour les entreprises suisses.» Pour elle, il est clair que l'accord avec les Etats-Unis est «incomparable» avec celui de l'UE: «Il ne comporte pas de clause institutionnelle. Les investissements proviennent du secteur privé, contrairement à l'UE pour qui l'Etat paiera. Maintenant, il faudra examiner cet accord au parlement.» Elle renvoie la balle à la gauche, «qui fera tout pour faire capoter l'accord» avec les Etats-Unis, et au Centre ainsi qu'au PLR, qui «manifestement l'utilisent pour qu'on se jette dans les bras de l'UE». Les débats ne font que commencer et se prolongeront sans aucun doute dans les travers du parlement en décembre déjà lors de la session d'hiver. ■

Das «Team Switzerland» waren fast nur Genfer

Fünf der sechs Unternehmer, die beim US-Präsidenten Donald Trump vorsprachen, sind aus der Calvinstadt

THOMAS SCHLITTLER

Es kommt in den besten Familien vor: unausgesprochene Konflikte, von denen die eine Seite – oft der ältere Bruder oder die Schwester – nichts weiss. Solche Spannungen existieren auch auf staatlicher Ebene. Deutsche wundern sich, wenn sie erfahren, dass sie in der Schweiz zum Teil als arrogant wahrgenommen werden. Viele Deutschschweizer wiederum wissen nicht, dass ihnen in der Westschweiz gelegentlich dasselbe Image anhaftet.

Noch ausgeprägter zeigt sich dieser Geschwisterkomplex im Verhältnis zwischen der Schweiz und den USA. Die Eidgenossenschaft bezeichnet sich gern als «sister republic», doch die meisten Amerikaner dürften nicht einmal wissen, dass diese kleine Schwester überhaupt existiert. Zwar ist die Schweiz in den USA der sechstgrösste Investor, in Forschung und Entwicklung sogar die Nummer eins. Dennoch wurde das Land in den vergangenen Wochen behandelt wie ein Nobody – oder besser: wie ein Schurkenstaat.

Erst der Besuch milliardenschwerer Unternehmer im Oval Office erinnerte den amerikanischen Präsidenten Donald Trump daran, dass die Schweiz ein wichtiger und verlässlicher Partner für die Vereinigten Staaten ist, zumindest wirtschaftlich.

Ein Luxus- und Handels-Hub

Die Bilder des Treffens gingen um die Welt. Wenige Tage später hatte die Schweiz einen (provisorischen) Deal in der Tasche: Auf Exporte in die USA werden statt 39 «nur» noch 15 Prozent Zoll fällig. Das «Wall Street Journal» schrieb von einer «Goldbarren-Diplomatie». Laut Bloomberg waren die «Swiss billionaires» beim Umwerben von Trump entscheidend.

In Wahrheit war das «Team Switzerland», das Trump mit einer Rolex und einem Goldbarren beschenkte, ein «Team Geneva». Fünf der sechs beteiligten Unternehmen sind in Genf zu Hause: Richemont mit dem Hauptaktionär Johann Rupert, Rolex mit dem CEO Jean-Frédéric Dufour, der Energiehändler Mercuria mit dem Mitgründer Daniel Jaeggi, das Edelmetallunternehmen MKS Pamp mit dem Inhaber Marwan Shakarchi und die Mediterranean Shipping Company (MSC), die weltgrösste Reederei. Diego Aponte, MSC-Mitinhhaber und Präsident, war zwar nicht im Oval Office, doch durch Lobbying-Kontakte in Washington entscheidend für den Besuch im Weissen Haus.

Einziger Mann ohne direkte Verbindung zu Genf war Alfred Gantner, Mitgründer der Zuger Beteiligungsgesellschaft Partners Group.

In der Calvinstadt betonen Wirtschaftsvertreter, dass dies kein Zufall sei. «Die Konzentration an global tätigen Rohstoff-, Edelmetall- und Han-



Am 5. November 2025 besuchen Schweizer Unternehmer den amerikanischen Präsidenten Donald Trump.

PD

delsunternehmen ist nirgendwo höher als bei uns», sagt Vincent Subilia, Generaldirektor der Genfer und Präsident der Schweizer Industrie- und Handelskammer. Die involvierten Firmen seien besonders in den USA stark vernetzt, was sie für die amerikanische Regierung zu wichtigen Ansprechpartnern mache. Zudem sei Genf mit Rolex, Richemont und weiteren Uhren- und Schmuckherstellern ein bedeutendes Zentrum der Luxusindustrie.

Man kennt sich

Arnaud Bürgin, Direktor der Vereinigung der Westschweizer Unternehmen in Genf, stimmt zu. «Unsere Stadt bietet ein einzigartiges Ökosystem für international tätige Konzerne», sagt er. Genf sei einerseits sehr international, nicht zuletzt durch die Uno, andererseits klein mit einem Dorfcharakter. «Die vertretenen Firmen und Unternehmer im Weissen Haus sind eng miteinander verknüpft und kennen sich.» Die meisten hätten die Telefonnummern voneinander oder trafen sich bei Events.

Bürgin weiss, wovon er spricht. Bis vor wenigen Monaten leitete er die Fondation pour l'attractivité du canton de Genève (Flag). Diese wurde 2022 von führenden Unternehmern mit dem Ziel gegründet, Genf wirtschaftlich attraktiver zu machen. Dem Stiftungsrat gehören unter anderem der Rolex-CEO Dufour und Alexa Aponte an, die Schwester des MSC-Präsidenten Diego

Aponte. Letztere sitzt seit kurzem auch im Verwaltungsrat von Rolex, wie die «Handelszeitung» berichtete.

In Gesprächen mit Genfer Wirtschaftsvertretern ist Stolz herauszuhören: Die eigenen Unternehmer ebneten der Schweiz den Weg zum Zoll-Deal mit den USA. Bei manchen klingt auch Genugtuung mit. Dass die Deutschschweiz politische Skandale und Streitigkeiten der Stadt oft als «Genferei» verspottet, wird am Lac Léman durchaus wahrgenommen. Unvergessen ist auch das Titelblatt der «Weltwoche» 2012, das die Romands während der Euro-Schuldenkrise als «Griechen der Schweiz» bezeichnete.

Diese Wunden scheinen zum Teil noch nicht verheilt. Florence Schurch, Generalsekretärin des Rohstoffhändlerverbands Suissonégoc, meint, in der Deutschschweiz – besonders in Zürich – werde zu wenig wahrgenommen, wie innovativ und flexibel Genf und die Romandie seien. «Stattdessen wird mit einer gewissen Arroganz auf die Westschweiz geschaut.»

Die Romands fühlen sich oft übergangen. Nicht nur wegen der Deutschschweizer Mehrheit bei Abstimmungen. Auch sonst gibt es immer wieder Situationen, bei denen sich die Westschweiz übervorteilt oder vergessen fühlt. Vor wenigen Tagen sorgte in der Romandie etwa folgender Umstand für Aufregung: Nach einer Umstrukturierung beim Wirtschaftsdachverband Economiesuisse sass plötzlich

kein Vertreter der Westschweiz mehr im Kernvorstand.

In der Deutschschweiz blieb dies unbemerkt. In der Romandie löste es kritische Reaktionen aus. Wirtschaftsverbände griffen ein, und Schurch wetterte in der Wirtschaftszeitung «Agefi»: «Zürich hat die Swissair und die Credit Suisse verloren. Nichts davon geschah in Genf. Daher sollten die Zürcher ihre Arroganz ablegen.» Sie wünsche sich nicht nur einen Genfer an der Spitze von Economiesuisse, sondern auch einen Genfer Bundesrat.

Finanzielles Schwergewicht

Subilia von der Handelskammer äussert sich konzilianter, lässt aber ebenfalls durchblicken, dass er die Romandie zuweilen als untervertreten und unterschätzt betrachtet. Er weist etwa darauf hin, dass der Kanton Genf ab dem kommenden Jahr beim kantonalen Finanzausgleich der grösste Beitragszahler sein werde – noch vor Zürich und Zug. Ein Fakt, der auf der deutschsprachigen Seite des Röstigrabens tatsächlich kaum bekannt ist.

Die Präsenz im Oval Office spiegelt die wirtschaftliche Stärke Genfs wider. Daraus zu schliessen, die Genfer Unternehmer seien besser vernetzt als ihre Pendants in Basel und Zürich, wäre allerdings gewagt. Insider berichten, dass der Faktor Genf bei der Zusammenstellung der Trump-Delegation kaum eine Rolle gespielt habe. Die

Seco-Chefin Helene Budliger Artieda, von Beteiligten als Mastermind des Besuchs bezeichnet, suchte Personen mit einer persönlichen Beziehung zu Trump oder mit Investitionsversprechen für die USA. Gleichzeitig sollten sie über ein grosses Privatvermögen verfügen, um Trump zu beeindrucken.

Jeder hatte seine Rolle

Die wichtigste Figur dabei war der Richemont-Chef und Multimilliardär Johann Rupert, der Trump dem Vernehmen nach seit über dreissig Jahren kennt. Die Beteiligung von Diego Aponte war naheliegend, weil MSC diverse amerikanische Häfen kontrolliert und die Reeder-Familie wegen eines möglichen Kaufs des Panamakanals auch schon im Weissen Haus gewesen sein soll.

Der Rolex-CEO Jean-Frédéric Dufour wurde ausgewählt, weil er Trump im September zu den US Open in seine Lounge einlud. Dabei hätten «good vibes» geherrscht, ist aus dem Unternehmen zu hören.

Daniel Jaeggi von Mercuria, Alfred Gantner von Partners Group und Marwan Shakarchi von MKS Pamp waren für Investitionsversprechen zuständig – Letzterer mit zusätzlichem Glamour durch Gold.

Jeder Unternehmer hatte also eine klar durchdachte Rolle. Der Faktor Genf war dabei egal, und der Besuch kann deshalb nicht wirklich als «Genferei» bezeichnet werden. Gleichzeitig kann es auch nicht nur Zufall sein, dass all diese Firmen nur wenige Kilometer voneinander ihren Hauptsitz haben. Das Genfer «Ökosystem», die Mischung aus Dorfcharakter und Internationalität, funktioniert offensichtlich hervorragend.

Nicht nach den Regeln spielen

Bemerkenswert ist in diesem Zusammenhang, dass nicht Vertreter jahrhundertalter Schweizer Unternehmerrdynastien der offiziellen Schweiz im Weissen Haus den Weg bereiteten. Johann Rupert ist Südafrikaner, die Familie Aponte stammt aus Italien, und Marwan Shakarchis Vater kam aus Libanon in die Schweiz.

Nicolas Durand, Unternehmer und CEO der Fondation Campus Biotech Genf, sagt dazu: «In Genf finden seit Jahrhunderten Menschen aus verschiedenen Kulturen eine Heimat.» Das sei im Umgang mit Trump vielleicht ein Vorteil gewesen. «Wer internationalen Background hat, weiss, dass in anderen Ländern nach anderen Regeln gespielt wird als in der Schweiz.» Zudem nehmen es die Romands laut Durand tendenziell weniger streng mit Regeln – unter Umständen ebenfalls ein Vorteil beim Umgang mit dem Mann im Weissen Haus. Die Aussagen zeigen: Klischees über die Westschweiz pflegen auch die Romands selbst.

2 Temps fort

Les illusions perdues de la classe moyenne

TÉMOIGNAGES La définition du «groupe à revenus moyens» en Suisse englobe des réalités très différentes. Le niveau de revenu ne traduit pas non plus les dépenses croissantes, à l’origine pour certains d’une réduction du train de vie démoralisante

JULIE EIGENMANN

«Je n’ai vraiment pas une vie extravagante. Pourtant, j’ai l’impression d’avoir un portefeuille avec un trou dedans.» Marjorie*, 45 ans, Franco-Suisse, habite en périphérie de la ville de Zurich depuis plus de quinze ans. Mère célibataire de deux enfants, active dans le domaine de la communication, elle gagne 6900 francs brut, plus un treizième mois, à 70%. Sur le papier, un salaire tout à fait correct. Et pourtant.

Marjorie fait partie de la classe moyenne, comme 57,6% de la population suisse en 2022, d’après les derniers chiffres disponibles. Une catégorie qui, selon l’Office fédéral de la statistique, comprend toutes les personnes vivant dans un ménage qui dispose d’un revenu brut équivalent compris entre 70 et 150% du revenu brut équivalent médian de l’année d’observation (5895 francs en 2022). Ainsi, pour une personne vivant seule, pour l’année 2022, le seuil inférieur se situe à 4126 francs brut par mois, et le seuil supérieur à 8842 francs brut. Pour un couple avec deux enfants de moins de 14 ans, le seuil inférieur se situe à 8666 francs, le supérieur à 18 569. Point à la ligne.

Intervention dentaire ou voyage

La définition est à l’évidence très large. Pertinente pour donner une idée d’une classe moyenne définie en fonction du revenu, estime Isabel Martinez, économiste pour le KOF Swiss Economic Institute de l’EPFZ. Mais trop large, selon un économiste, un sociologue et un historien que nous avons interrogés (lire ci-contre) et pour qui elle désigne

des profils aux réalités tout à fait différentes, qui peuvent se trouver au seuil de la pauvreté ou bien davantage à l’abri des aléas de la vie.

Mais la classe moyenne supérieure comme inférieure peut vivre, avec des degrés d’inquiétude divers, un sentiment de déclassement. «Je me sens encore privilégiée par rapport à d’autres et j’ai un peu d’aide pour payer les assurances maladie, relativise Marjorie. Mais je varie entre colère, frustration, sentiment d’injustice et une certaine lassitude: pendant des années, je me suis dit que je n’avais pas à me plaindre parce que je suis nourrie, logée et en bonne santé. Mais plus le temps passe, plus je me rends compte que rien ne s’améliore au niveau financier. L’an prochain, j’aimerais faire un beau voyage avec mes enfants mais j’ai une intervention dentaire à planifier. Je dois choisir où je mets cet argent.»

Hors dépenses particulières, dans le quotidien aussi, l’inflation se fait sentir ces dernières années, dans les courses alimentaires en particulier, déplore Marjorie. De quoi remettre en question certaines habitudes. «Le muesli bio au supermarché que mes enfants préfèrent par exemple, il est passé de 3,50 francs à 5,50 francs. C’est tangible.»

Le poids du loyer

C’est que cette définition de la classe moyenne ne prend pas en compte l’évolution des dépenses. Parmi celles qui sont souvent pointées du doigt en Suisse, le logement. Comme le relève un rapport du Conseil fédéral de février 2025 sur l’évolution des loyers et la pénurie de logements en Suisse, depuis 2000, l’indice des loyers de l’OFS a

connu une forte croissance, tandis que l’indice des salaires réels a augmenté plus modérément. Surtout, cet écart s’est encore creusé depuis l’année 2020.

Le loyer: la dépense, pour Marjorie comme pour d’autres, qui est la plus douloureuse. «2800 francs par mois que je dois payer seule, ça représente un gros tiers de mon budget mensuel. Mais je ne peux pas déménager avec la situation actuelle tendue à Zurich. J’ai passé pas mal de temps à étudier mon budget, à regarder où je pouvais couper, mais la plupart des postes de dépenses sont incompressibles.»

Pour gagner plus, Marjorie a augmenté son taux de travail. «Mais je suis davantage imposée donc je dois jongler aussi avec cette réalité-là. Alors que des connaissances ont un capital énorme mais paient beaucoup moins d’impôts parce que la fortune est moins imposée que le

revenu, s’agace-t-elle. Je reçois aussi heureusement une pension alimentaire de 2000 francs de mon ex-mari, mais ça m’est compté comme revenu imposable. C’est humiliant.»

«Je suis davantage imposée, donc je dois jongler aussi avec cette réalité-là»

MARJORIE*

Et derrière ce qui semble être un confortable revenu se cache parfois une réalité complexe. Ainsi, Sonia*, 45 ans elle aussi, travaille dans le domaine bancaire à Genève et gagne

près de 10 000 francs brut mensuels à 100%. Une somme qui apparaît de prime abord comme au-delà de la classe moyenne. Mais c’est compter sans le fait que son mari n’a pas eu de revenu pendant une période et gagne actuellement moins de 3000 francs brut par mois. Le couple a aussi deux enfants. «Faire les courses nous coûte aujourd’hui le double d’il y a environ dix ans: il y a l’inflation mais aussi le fait que nos enfants sont désormais grands et ont des besoins d’adultes en nourriture, en vêtements. Il y a aussi les primes d’assurance qui augmentent chaque année. Je paie 500 francs pour ma fille qui est adulte mais encore étudiante. Mais évidemment mon salaire est trop haut pour prétendre à des aides.»

La quadragénaire a observé un tournant au moment du covid. «Avant, au restaurant, le menu du jour était encore parfois à moins de

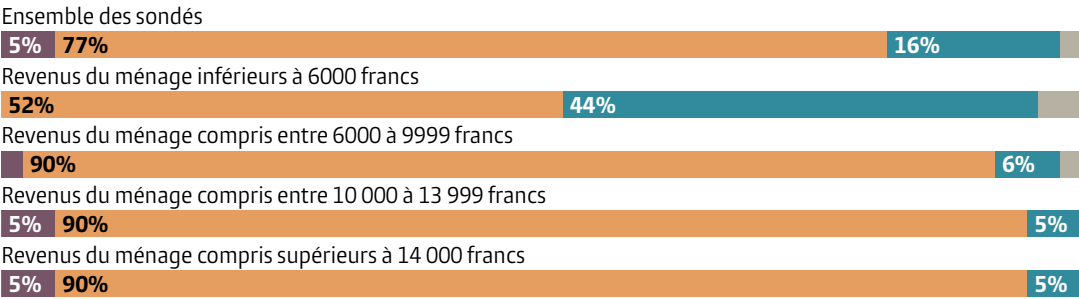
20 francs, ce n’est plus jamais le cas. Si on y va aujourd’hui, c’est avec l’application de rabais The Fork. Maintenant, je regarde beaucoup à la dépense, souvent il reste 0 franc et il faut encore tenir un mois. Pour les vêtements et les chaussures, nous achetons désormais le strict minimum. Nous avons renoncé pendant six mois à la voiture, mais mon mari en a vraiment eu besoin de nouveau avec le travail. Et le train est cher, il faut tout le temps trouver des combinaisons avec des billets réduits pour pouvoir partir quelque part.» Aujourd’hui, les salaires servent surtout à couvrir les dépenses quotidiennes et à rembourser les dettes accumulées les années précédentes lors de périodes plus difficiles, confie encore Sonia.

Il faut dire aussi qu’à l’origine du sentiment de dégradation il y a aussi le manque de perspectives d’amélioration. «Après des décennies de

LA CLASSE MOYENNE, UN RESSENTI FACE AUX STATISTIQUES

■ Classe supérieure (sondage), revenus élevés (OFS) ■ Classe moyenne (sondage), revenus moyens (OFS) ■ Classe inférieure (sondage), faibles revenus (OFS) ■ Ne sait pas, ne se prononce pas

Sondage M.I.S Trend pour Le Temps: à quelle classe considérez-vous que votre ménage appartient?



Données de l’OFS: parts des groupes de revenus dans la population totale, en 2022



L’OFS définit les revenus élevés comme supérieurs à 150% de la médiane, les revenus moyens comme compris entre 150 et 70% de la médiane, et les faibles revenus comme inférieurs à 70% de la médiane. Les marges d’erreurs pour ces trois catégories sont respectivement de 1,3, 1,9 et 1,7. | Source: M.I.S Trend, OFS

UNE PEUR DU DÉCLASSEMENT MAJORITAIRE

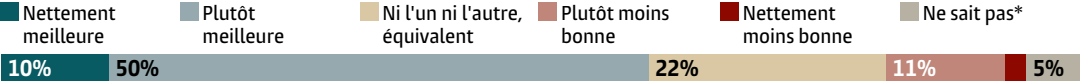
Comment a évolué le pouvoir d’achat de votre foyer depuis la pandémie de Covid-19?



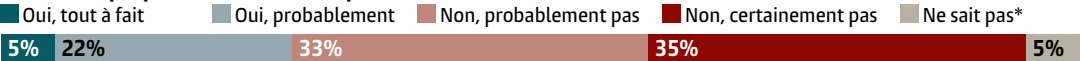
Pensez-vous que la situation économique de la classe moyenne en Suisse va plutôt s’améliorer ou plutôt se détériorer dans les cinq prochaines années?



En comparaison avec les pays voisins, pensez-vous que la situation économique de la classe moyenne suisse est de manière générale meilleure ou moins bonne?



Que vous souhaitiez le devenir ou non, pensez-vous que vous seriez financièrement en mesure de devenir propriétaire dans les 10 prochaines années?



* ou ne se prononce pas
Graphiques: Antoine Willemin, Le Temps | Source: M.I.S Trend



(SYLVIE SERPIX POUR LE TEMPS)

croissance économique ininterrompue, les crises répétées depuis les années 1970 peuvent donner une impression de déclin, alors même que la croissance continue», souligne Matthieu Leimgruber, professeur d'histoire à l'Université de Zurich.

«Les crises répétées depuis les années 1970 peuvent donner une impression de déclin, alors même que la croissance continue»

MATTHIEU LEIMGRUBER, PROFESSEUR D'HISTOIRE À L'UNIVERSITÉ DE ZURICH

L'avenir? Marjorie tente de ne pas trop y penser. «J'espère un jour pouvoir intégrer une coopérative d'habitation, ce qui me permettrait d'épargner un peu. C'est très rarement possible aujourd'hui. Et j'ai vraiment peur du déclassement à la retraite, d'autant que je suis arrivée plutôt tard dans le système suisse.» Pour Sonia, le rêve de toujours est de pouvoir acheter une petite maison mitoyenne à Genève, d'avoir un petit jardin. «Mais tout est juste-juste, nous n'avons pas pu mettre de côté, alors que j'ai 45 ans.»

La Suisse est un pays de locataires dans lequel on valorise le fait de devenir propriétaire, commente Matthieu Leimgruber, «la déception peut donc être grande». Du décalage entre les attentes et la réalité naît la

frustration, note-t-il encore. «Le monde qui change vite et les inquiétudes par rapport à l'avenir favorisent la crainte du déclassement.» En témoignent d'ailleurs les résultats d'un sondage de M.I.S Trend réalisé pour *Le Temps*, qui montre que 72% des interrogés craignent une détérioration de la situation économique pour la classe moyenne en Suisse ces prochaines années.

Le logement est devenu toujours plus cher et cela crée une forme de biais sur le reste des dépenses, argue pour sa part l'économiste Isabel Martinez, qui rappelle aussi que les réalités des villes et des campagnes sont très différentes. «Mais on ne se rend pas compte de ce qui est aujourd'hui moins cher qu'il y a des années: On peut davantage voyager, la télévision que beaucoup peuvent s'offrir est un home cinéma qui n'a rien à voir avec le petit écran d'hier... globalement, le revenu disponible par personne a augmenté», insiste-t-elle.

La tendance est à la polarisation des revenus et des fortunes, encore plus exacerbée dans d'autres pays que le nôtre. Dans ce contexte, les discours politico-économiques sur la méritocratie, amplifiés sur les réseaux sociaux, jouent un rôle dans le sentiment de déclassement, estime Giovanni Ferro-Luzzi, professeur d'économie à l'Université de Genève et à la Haute Ecole de gestion de la HES-SO Genève: «Comme le dit le philosophe politique américain Michael J. Sandel dans *La Tyrannie du mérite*, ces discours peuvent ajouter une forme d'insulte à la punition pour celles et ceux qui travaillent mais ont des moyens très limités. Et à qui l'on dit, en quelque sorte, que c'est de leur faute.» ■

* Prénoms d'emprunt.

Une définition large, des réalités différentes

CRITÈRES Selon l'OFS, la part de la classe moyenne reste relativement stable depuis 2000, mais la peur d'un déclassement est bien présente, montre un sondage réalisé pour «Le Temps». Un paradoxe qui s'explique par une définition très large de cette population

ÉTIENNE MEYER-VACHERAND ET J. E.

Tout le monde situe à peu près ce qu'est la classe moyenne. A priori une population ni particulièrement riche, ni particulièrement pauvre, mais majoritaire. Un concept régulièrement employé dans les discours politiques, mais que l'on peine à définir précisément. La définition qu'en donne l'Office fédéral de la statistique (OFS) se base sur le revenu et est relativement simple: la classe moyenne, ce sont les ménages dont les revenus se situent entre 70% et 150% du revenu brut équivalent médian.

Une fourchette plutôt large puisque l'on parle de revenu allant du simple au double, de 4126 à 8842 francs pour un ménage d'une personne seule (de 8666 à 18 569 francs pour un couple avec deux enfants de moins de 14 ans). Elle englobait donc en 2022 (dernier chiffre disponible auprès de l'OFS), 56,7% de la population. Une proportion relativement stable depuis le début du millénaire. Pourquoi malgré cette stabilité, la peur d'un déclassement revient-elle régulièrement sur le devant de la scène des débats publics? Quelques réponses en chiffres.

Impôts, logement et primes maladie

Le 17 novembre, l'OFS publiait les statistiques sur le revenu disponible mensuel moyen pour 2023, soit la somme restante après les dépenses dites obligatoires (impôts, primes d'assurance maladie et cotisations aux assurances sociales). Une somme qui s'élevait à 7186 francs par mois, les dépenses obligatoires représentant 30,5% du revenu brut. Avec une nuance importante: pour 61% des ménages, le revenu disponible était inférieur à cette moyenne.

Les précédentes enquêtes sur le budget des ménages permettent d'avoir une vision plus fine de certains éléments avec des détails par quintile (division de la population totale en tranche de 20%). Une comparaison entre la période 2006-2008 et la période 2020-2021 montre une progres-

sion globale des revenus, les impôts arrivant en tête des dépenses contraintes.

Dans le sondage réalisé par MIS Trend pour *Le Temps*, une majorité des personnes interrogées estiment que leur pouvoir d'achat a stagné ou s'est légèrement détérioré depuis la pandémie. Hors dépenses dites obligatoires, la part du budget allouée au logement et à l'énergie arrive en tête. Ces données mettent en évidence une progression des charges liées aux primes d'assurance maladie. Plus surprenant, la comparaison entre les périodes 2006-2008 et 2020-2021 montre une progression de l'épargne dans ces deux tranches de revenu. La tendance est cependant inverse pour les revenus les plus bas (premier quintile).

«La classe moyenne est un mot fourre-tout»

GIOVANNI FERRO-LUZZI, PROFESSEUR D'ÉCONOMIE À L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE ET À LA HAUTE ECOLE DE GESTION DE LA HES-SO GENÈVE

Il faut néanmoins souligner que les données les plus récentes correspondent à la période de la pandémie, marquée par une réduction des dépenses. La tendance se vérifie cependant les années précédentes. Autre limite, si ces données apportent plus de précision en termes de niveau de revenu, elles ne distinguent pas les différentes compositions des ménages.

La notion de dépenses obligatoires peut poser question. Certaines dépenses de consommation sont aujourd'hui difficilement compressibles pour les ménages. Au-delà du logement, difficile pour un actif de ne pas prévoir dans son budget un abonnement de téléphonie mobile ou à internet.

Pour cerner les problématiques de la classe moyenne, des nuances concernant le canton et le lieu de résidence ont également leur importance, notamment pour le logement ou les primes d'assurance maladie. «Les subsides dépendent des cantons, mais avec les effets de seuils certains n'ont pas accès aux aides mais voient tout de même les assurances augmenter», souligne Giovanni Ferro-Luzzi, professeur d'économie à l'Université de Genève et à la Haute Ecole de gestion de la HES-SO Genève.

Une vague d'inquiétude généralisée

DONNÉES Identification à la classe moyenne, dépenses et perspectives: un sondage de MIS Trend réalisé pour «Le Temps» montre que 72% des interrogés craignent une détérioration de la situation économique pour la classe moyenne en Suisse ces prochaines années

Vous-même, à quelle classe considérez-vous que votre ménage appartient? C'est l'une des questions que l'institut de sondage MIS Trend, réalisé pour *Le Temps*, a posé en novembre à plus de 2800 personnes en Suisse pour mieux comprendre les préoccupations de la population liées à sa situation économique, dans le cadre d'une série d'articles autour de la classe moyenne.

Résultat: 77% des répondants s'y identifient. Or, si la majorité de la population appartient en effet à cette catégorie de population en Suisse, ce n'est pas le cas dans de telles proportions: selon la définition de l'Office fédéral de la statistique (OFS), le taux est de 57,6% en 2022, d'après les derniers chiffres disponibles. Une différence de 20%, donc.

Un certain flou

Cet écart illustre bien le flou autour de ce concept de classe moyenne qui, selon l'Office fédéral de la statistique, comprend toutes les personnes vivant dans un ménage qui dispose d'un revenu brut équivalent compris entre 70 et 150% du revenu brut équivalent médian de l'année d'obser-

Une limite géographique également valable pour les loyers. Ceux-ci ont connu une augmentation générale à l'échelle du pays, mais entre 2000 et 2023, là où le loyer moyen a progressé de 46,7% en Valais, il n'a augmenté «que» de 28,1% dans le Jura.

Autant de limites qui alimentent le débat sur la pertinence d'une définition de la classe moyenne par le revenu. «Il peut s'agir de rentiers, d'étudiants, de travailleurs du privé, du public, de personnes qui ont acheté une maison dans les années 1990, ou d'un jeune couple qui au contraire loue un appartement, liste Giovanni Ferro-Luzzi. La classe moyenne est un mot fourre-tout qui recouvre beaucoup de réalités différentes, alors que la classe moyenne inférieure peut très vite être touchée par la précarité.»

Il mentionne le risque de pauvreté, lui fixé au niveau de l'Union européenne à 60% de la médiane du revenu disponible équivalent. En 2023, le seuil se montait à 2599 francs par mois pour un ménage d'une personne seule. Au total, 16,1% de la population est concernée (8,3% pour les actifs occupés), la proportion la plus élevée depuis 2007, soit 1,4 million de personnes en Suisse.

Daniel Oesch, professeur de sociologie à l'Université de Lausanne, est encore plus sévère à l'encontre de cette définition de la classe moyenne: «Elle désigne des revenus qui vont du simple au double, et on homogénéise donc des situations économiques très différentes, ce qui n'a pas de sens.»

Il y a eu un glissement au niveau des termes, poursuit le sociologue: «On parlait auparavant de classe ouvrière pour désigner un segment populaire de la population, mais les rangs ouvriers se réduisant constamment depuis plusieurs décennies, le discours s'est déplacé sur la classe moyenne. Alors que la classe moyenne supérieure peut avoir un peu d'économies, parfois être propriétaire de son logement, la réalité de la classe moyenne inférieure est très différente: elle n'est pas à l'abri financièrement en cas d'accident de vie, par exemple.» Manquent donc des catégories intermédiaires, estime-t-il, comme établis dans d'autres pays.

Ces éléments montrent que parler d'une classe moyenne comme d'un tout homogène n'a pas vraiment de sens, et requiert a minima de s'appuyer sur des analyses plus fines pour distinguer les problématiques de plus en plus exprimées par certains groupes de la population. ■

resté stable. Mais 21% jugent qu'il s'est un peu détérioré, 16% qu'il a un peu augmenté, 9% qu'il s'est beaucoup détérioré et enfin 3% qu'il a beaucoup augmenté: le panel est plutôt fragmenté. La situation de la classe moyenne suisse est cependant vue par ceux qui s'y identifient comme plutôt meilleure que celle des pays voisins (à 51%), ou équivalente (à 22%).

Mais alors que la Suisse se targue souvent d'être un cas à part, et davantage à l'abri du besoin que ses voisins, ces pourcentages laissent tout de même entrevoir une forme d'inquiétude parmi les ménages. Et ce, d'autant plus si l'on met ces chiffres en regard de ceux qui concernant les perspectives: la majorité des sondés se montrent pessimistes pour l'avenir. Interrogés sur la situation économique de la classe moyenne en Suisse ces cinq prochaines années, 72% imaginent qu'elle va se détériorer, 21% ni l'un ni l'autre et 3% seulement qu'elle va s'améliorer. Les répondants de la classe moyenne ont fourni des réponses dans des proportions identiques.

Quant aux sources de ces préoccupations, parmi les charges dont l'évolution inquiète le plus, 59% citent en premier les primes d'assurance maladie et coûts de la santé, 17% d'abord le logement et 11% les impôts en premier lieu. Une preuve supplémentaire que l'augmentation annuelle des primes, sujet toujours brûlant, marque visiblement particulièrement les esprits. ■ J. E.

Des changements majeurs sur la protection de nos données se préparent

VIE PRIVÉE La Commission européenne veut modifier sensiblement plusieurs règlements sur le numérique, du RGPD aux textes encadrant l'intelligence artificielle. Les informations personnelles des internautes pourraient notamment être plus facilement utilisées par les géants de l'IA

ANOUCH SEYDTAGHIA

Des règlements faisant des centaines de pages, des termes techniques et des processus politiques durant des années. Ce que décide, ou va décider, l'Union européenne en matière de protection des données semble très abscons. Mais en réalité, cela nous concerne tous, à chaque minute, qu'il s'agisse de nos données exploitées lors de chaque visite d'un site web ou de nos informations aspirées par les géants de l'intelligence artificielle.

Mercredi, la Commission européenne a lancé une vaste réforme de sa réglementation du numérique, via un plan appelé en anglais «Digital Omnibus». Il s'agit de simplifier le droit européen et de faciliter l'innovation, selon Bruxelles. «Nous veillons à ce que les droits fondamentaux des utilisateurs restent pleinement protégés», a assuré Henna Virkkunen, vice-présidente chargée de la Souveraineté technologique.

En face, les voix les plus critiques parlent d'une capitulation devant les pressions des géants américains de la tech. «C'est la plus grande attaque contre les droits numériques des Européens depuis des années. Lorsque la Commission déclare qu'elle maintient les normes les plus élevées, c'est faux. Elle propose de saper ces normes», a affirmé Max Schrems, président de l'ONG None of Your Business (NOYB), défenseuse des droits des internautes.

Qu'en est-il vraiment? Nous avons choisi quelques points parmi les nombreux mis sur la table par Bruxelles – des éléments qui devront encore suivre un parcours législatif au niveau européen.

■ Une protection simplifiée de nos données...

Depuis 2018, le Règlement général sur la protection des données (RGPD) impose aux fournisseurs de services web de demander l'autorisation des internautes pour le traitement de leurs informations. Mais rares sont ceux qui prennent la peine de lire les formulaires qui surgissent lors de l'ouverture d'un site. Ce «cauchemar des cookies» pourrait prendre fin, Bruxelles proposant de centraliser une fois pour toutes ces paramètres, par exemple dans le navigateur web.



La réforme de la réglementation présentée récemment par Henna Virkkunen, la vice-présidente de la Commission européenne chargée de la Souveraineté technologique, fait face à la critique des défenseurs des droits des internautes. (BRUXELLES, 16 OCTOBRE 2025/SIMON WOHLFAHRT/BLOOMBERG/GETTY IMAGES)

Pour François Charlet, juriste et spécialiste de la protection des données, «automatiser le consentement ou le refus, c'est une bonne nouvelle. Il faudra voir comment ce sera implémenté en pratique, et dans quel délai. Ce ne sera pas aisé, car il existe de nombreux navigateurs, sur ordinateur et mobile.» Il note aussi qu'il faudra «créer des standards européens, ce qui peut prendre du temps. J'ajoute que les médias seraient exemptés de l'obligation de respecter ces paramètres pour préserver leur interaction directe avec les utilisateurs. Et cette exemption va concerner potentiellement beaucoup de sites. Donc les «bannières de cookies» ne vont pas disparaître complètement».

■ ... mais des données plus facilement aspirées pour l'IA

Autre point important: en se fondant sur un intérêt dit ou jugé «légitime», les géants de l'IA pourraient librement utiliser les données des internautes européens pour alimenter leurs modèles, dans la limite des «intérêts ou droits et libertés fondamentaux» des utilisateurs. «Ce nouvel article 88c

du RGPD permet le traitement de données personnelles sans consentement», note François Charlet, qui y voit plusieurs problèmes.

Déjà aujourd'hui, LinkedIn ou Facebook utilisent nos données par défaut, nous avertissant juste, permettant dans un délai de quelques jours de s'y opposer (principe de l'opt-out). Il n'y avait déjà pas d'opt-in, principe selon lequel le consentement est explicitement requis. Le règlement proposé est encore plus souple. «En pratique, je me demande bien comment feront les entreprises pour exclure des personnes spécifiques des jeux de données d'entraînement, d'autant que pour que l'opt-out fonctionne, il faut être informé que l'entraînement a lieu», s'interroge François Charlet.

Pour le spécialiste, «c'est donc pire que la situation actuelle pour les droits des personnes». Il remarque aussi des exceptions très larges prévues pour les données sensibles. «L'article 9 (2) (k) nouveau permettrait le traitement de données sensibles si le responsable du traitement «implémente des mesures» pour les éviter, puis les supprime «si l'effort n'est pas disproportion-

tionné». Si la suppression est trop coûteuse, il suffit de les «protéger efficacement». C'est très flou et potentiellement très permissif avec cette notion d'effort disproportionné (par rapport à quoi?) ou de suppression trop coûteuse (par rapport à quoi?), poursuit le spécialiste.

■ D'innombrables modifications

En parallèle, Bruxelles veut redéfinir la notion de donnée personnelle, via la modification de l'article 4 (1). «Il y a l'introduction d'une approche dite subjective où les données ne sont personnelles que si l'entité possède «des moyens raisonnablement susceptibles d'être utilisés» pour identifier la personne. Cette nouvelle définition réduit la portée de la notion de donnée personnelle et donc du cadre légal», regrette le juriste.

De manière globale, François Charlet est critique: «En l'état, les simplifications ne profiteront qu'aux grandes entreprises et aux géants américains de la tech. C'est à se demander si cet omnibus numérique ne vise pas à faire plaisir à Donald Trump et à ses champions du numérique.» ■